

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 25 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ArcelorMittal France - Train à chaud

17, avenue des Tilleuls

57190 Florange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_AMF-TAC_2024-01-18_RAPVI-exo-POI_SDE_25946
Code AIOT : 0006201887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 octobre 2023 dans l'établissement ArcelorMittal France - Train à chaud implanté Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 10 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un exercice POI. Le scénario choisi pour l'exercice est un départ de feu en cave à huile.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Train à chaud
- Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange
- code AIOT : 0006201887
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société ArcelorMittal France exploite un laminoir à chaud sur le territoire des communes de Serémange-Erzange et Florange.

L'établissement est notamment soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-124 du 20 mai 2016 fixant des prescriptions complémentaires pour l'ensemble des unités exploitées par la société ArcelorMittal France sur les communes de Hayange, Serémange-Erzange et Florange.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents/accidents de fonctionnement et mesures d'urgence	Arrêté préfectoral du 20/05/2016, article 11.3 (partiel)	Sans objet
2	Incidents/accidents de fonctionnement et mesures d'urgence	Arrêté préfectoral du 20/05/2016, article 11.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice s'est déroulé de manière globalement satisfaisante. L'inspection des installations classées demande cependant à l'exploitant de compléter son Plan d'Opération Interne en vue d'améliorer la gestion opérationnelle des incidents/accidents sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents/accidents de fonctionnement et mesures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20/05/2016, article 11.3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant de chaque unité de production concernée par le présent arrêté élabore et tient à jour un plan opérationnel interne (P.O.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...] Les actualisations de ce plan sont adressées au SDIS, au préfet et à l'inspection des installations classées au plus tard tous les cinq ans. [...]
Constats : Le site du train à chaud dispose d'un P.O.I dont la dernière version, transmise à l'inspection, date de novembre 2020. Cette version est en cours de révision pour tenir compte des évolutions de l'étude de dangers (EDD) mise à jour en septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incidents/accidents de fonctionnement et mesures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20/05/2016, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, exercice annuel
Prescription contrôlée : Un exercice annuel permet de vérifier les moyens décrits dans ce plan d'opération interne et la mise en œuvre des mesures d'urgences décrites ci-dessus. Les thèmes des exercices sont soumis au préalable à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.
Constats : L'exercice annuel programmé par l'exploitant a eu lieu le 20 octobre 2023, avec intervention du SDIS. Le scénario choisi pour l'exercice est un départ de feu en cave à huile (cave hydraulique du four 1) avec recherche d'une personne manquante. Le scénario retenu prévoyait un dysfonctionnement du système déluge à eau, cette contrainte permettant une intervention coordonnée avec le SDIS. Cet exercice a permis de tester : <ul style="list-style-type: none">• le schéma d'alerte interne et externe ;• la mise en œuvre des moyens de secours internes (humains et matériels) puis externes ;• la coordination entre l'exploitant et le SDIS, notamment afin de mettre en sécurité les installations présentes à l'intérieur du périmètre de l'exercice ;• le fonctionnement de la cellule POI. L'exercice s'est déroulé de manière globalement satisfaisante. L'inspection des installations

classées a notamment pu constater :

- une bonne coordination et complémentarité des membres de la cellule POI ;
- le suivi du schéma d'alerte tel que prévu dans le POI ;
- un très bon suivi des opérations ainsi qu'une très bonne traçabilité de l'information en salle POI (remplissage d'affiches murales) ;
- sur le terrain : la très bonne réactivité du service sûreté et la rapidité d'intervention et de mise en œuvre des moyens internes et externes, ainsi qu'une bonne coordination des équipes internes et externes sur le terrain.

Cependant, l'inspection a noté :

- que peu de communications opérationnelles entre le poste de commandement exploitant et le poste de commandement avancé ont été engagées, excepté dans le cadre des demandes de remontée d'informations effectuées par le DOI (directeur des opérations internes) ;
- l'absence d'anticipation concernant la survenue d'éventuels effets dominos et la nécessité de protéger les installations situées à proximité directe du périmètre atteint par le sinistre ;
- l'absence, dans la fiche de scénario accidentel « Incendie cave à huile » (FL-LC-POI-D-D-006) :
 - de stratégie de lutte contre l'incendie prévue par l'exploitant dans son POI pour ce scénario ;
 - de consignes opérationnelles visant à permettre la gestion d'un incendie au niveau des caves à huile ;
 - de cartographies permettant d'évaluer les distances d'effets thermiques induites par le potentiel incendie en vue d'évaluer les effets dominos internes.

Les services du SDIS ont également souligné l'absence de mise à disposition de plans à leur arrivée sur le terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre en compte les observations ci-dessus et de compléter son POI par les informations nécessaires et suffisantes pour permettre de mieux appréhender la gestion opérationnelle et les conséquences d'un sinistre sur les installations (effets dominos internes). Ces demandes valent également pour l'ensemble des scénarios d'accident présentés dans le POI. Considérant la démarche de mise à jour (en cours) du POI, l'inspection ne propose pas de suites à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite